

Ministère de la Culture

CFDT - CFTC - CGT - FSU - SUD - UNSA

Une semaine marquée par la mobilisation !

A l'appel de l'intersyndicale les personnels, réunis à plusieurs centaines jeudi 12 juin en assemblée générale sous les fenêtres de la Ministre de la Culture, on manifesté leur opposition, comme ils le font depuis 6 mois, aux projets gouvernementaux annoncés dans les différents Conseils de Modernisation des Politiques Publiques visant à réduire les missions et les effectifs du service public culturel qui s'inscrivent comme pour tous les autres ministères dans le cadre de la RGPP, véritable « Plan social » prévoyant plus de 180 000 suppressions de postes en 3 ans avec la loi dite de « Mobilité ».

Pendant ces trois derniers jours de nombreuses assemblées générales ont eu lieu dans les musées, les monuments, les établissements et les services rassemblant plusieurs centaines d'agents, comme au Louvre, à Orsay ou à Versailles. De nombreux sites ont vu leur activité fortement perturbée suite aux arrêts de travail des agents, plusieurs étant fermés partiellement ou ouverts gratuitement au public. En administration centrale, particulièrement visée dans les dernières semaines par les projets de fusion, l'assemblée générale du 10 juin dans l'immeuble des Bons-Enfants à réuni près de 200 agents, occupant le hall toute la matinée avant de participer nombreux à la manifestation de l'après-midi où le cortège Culture s'est fait encore particulièrement remarquer.

Les menaces pèsent lourdement sur l'avenir du Ministère, de ses missions et de ses personnels avec :

- les dernières annonces faites par le gouvernement lors du 3ème Conseil de Modernisation des Politiques Publiques :
 - extension aux opérateurs du périmètre d'application de la suppression d'un poste sur deux libérés par les départs à la retraite,
 - réduction des subventions de l'Etat aux établissements de la culture,
 - développement de la mise en concurrence commerciale du service public de l'archéologie préventive (INRAP), filialisation (privatisation) d'une partie de ses activités de fouilles, menaces sur le statut des personnels de l'INRAP,
 - filialisation de grands secteurs de la RMN,
- ▪ l'inscription de la loi dite de « Mobilité » véritable déclaration de guerre contre le service public, en procédure d'urgence à l'Assemblée Nationale pour la semaine du 23 juin
- ▪ et pour en finir le refus catégorique du Cabinet de transmettre aux organisations syndicales le nombre de postes supprimés dans les administrations centrales comme dans les services déconcentrés ou encore les établissements pour les 3 ans à venir.

Il est plus que jamais nécessaire de rester mobilisés et démontrer que d'autres choix sont possibles qu'il s'agisse de l'avenir des services publics, mais aussi face à la liquidation en cours de nombreux acquis sociaux tels que les 35 heures, les retraites, le code du travail, la santé, ...

L'intersyndicale mettra donc tout en oeuvre pour, depuis le ministère de la Culture et en lien avec nos luttes, fédérer celles et ceux qui combattent tous les mauvais coups infligés par ce gouvernement qui n'a d'autres intentions que de faire payer aux salariés les cadeaux faits aux plus riches.

Dans l'unité, notre combat continue !

Pour permettre aux personnels de déterminer les modalités de poursuite de la lutte, le préavis de grève reconductible est maintenu.

Le 12 juin 2008